

Commune de JASSANS-RIOTTIER

Arrêté n° 2022/12/11

date de dépôt : 29 septembre 2022

Date d'affichage en mairie : 6 octobre 2022

demandeur : M. HERRAULT GEOFFRAY

pour : POSE D'UN BLOC DE CLIMATISATION EN
FACADE

adresse terrain : 1411 RUE EDOUARD HERRIOT,
à JASSANS-RIOTTIER (01480)

ARRÊTÉ

**D'opposition à une déclaration préalable
au nom de la commune de JASSANS-RIOTTIER**

Le maire de JASSANS-RIOTTIER,

Vu la déclaration préalable présentée le 29 septembre 2022 par M. HERRAULT GEOFFRAY demeurant 1411 RUE EDOUARD HERRIOT, à JASSANS-RIOTTIER (01480);

Vu l'objet de la demande :

- Pour la POSE D'UN BLOC DE CLIMATISATION EN FACADE;
- Sur un terrain situé 1411 RUE EDOUARD HERRIOT, à JASSANS-RIOTTIER (01480) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 18 janvier 2012, modifié le 16 janvier 2013, mis à jour le 15 octobre 2013 et le 27 janvier 2017, et modifié le 29 mars 2018 et le 30 juin 2022,

Vu l'arrêté préfectoral, en date du 30/03/2012, portant approbation du Plan de Prévention des Risques Naturels d'Inondation (PPRNI) de la Saône et du Marmont, sur la commune de Jassans-Riottier,

Vu l'avis défavorable de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 27/10/2022 ;

Considérant que le projet est situé en zone UA du Plan Local d'Urbanisme et en abords du monument historique à savoir l'Eglise Notre Dame de l'Assomption situé à Jassans-Riottier ;

Considérant que le projet consiste à l'installation d'un bloc de climatisation en façade, visible depuis l'espace public et donne un effet de superstructures surajoutées à la façade ;

Considérant que le projet porte atteinte à la qualité de l'environnement bâti protégé qui constitue l'écrin bâti du Monument Historique ci-dessus nommé ;

ARRÊTE

Article 1

Il est fait opposition à la déclaration préalable déposée le 29 septembre 2022 par M. HERRAULT GEOFFRAY pour la POSE D'UN BLOC DE CLIMATISATION EN FACADE.

A JASSANS-RIOTTIER, le 06 décembre 2022

Le Maire,

Jean-Pierre REVERCHON



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.

A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).